

Emmanuel Macron et, de gauche à droite, les deux hommes qui comptent à ses côtés : Alexis Kohler, le secrétaire général, et Ismaël Emelien, conseiller spécial. Ici, dans la salle des fêtes de l'Élysée, en août 2017.



LES HOMMES

Emmanuel Macron dirige l'Etat avec une poignée de conseillers et de colla tandem de choc, Alexis Kohler et Ismaël Emelien. Des hommes secrets aux



DU PRÉSIDENT

borateurs à l'Elysée, qui se surnomment « les Mormons ». Parmi eux : le méthodes commandos assumées.

PAR VINCENT NOUZILLE

S

ans leur feu vert, rien n'est possible. Ils relisent tout, décident de tout, bloquent ce qui les dérange, s'immiscent partout... » Cette confiance d'un ministre important en dit long sur le pouvoir actuel d'un cercle très

restreint de collaborateurs d'Emmanuel Macron. Depuis son arrivée à l'Élysée le 14 mai, le Président s'est en effet entouré d'une garde rapprochée de fidèles, les seuls en qui il a vraiment confiance et avec qui il travaille de manière intensive jour et nuit, généralement dans la bonne humeur, mais souvent jusqu'à 3 heures du matin, au risque de les épuiser. Certains ont été ses collaborateurs à Bercy. Ils l'ont épaulé dans l'aventure d'En Marche !. Ils ont organisé sa campagne présidentielle. Rien d'anormal à ce que le nouvel élu les ait choisis pour tenir avec lui les rênes de l'État et mener les « transformations » promises – le mot « réforme » est banni du langage macronien – au pas de charge.

Mais le verrouillage est complet, entre les mains d'une douzaine de personnes (voir infographie pages suivantes) qui comptent et qui s'appellent parfois entre eux, en plaisantant, « les Mormons », pour ne pas dire les moines soldats ou les élus de Dieu. Ils sont sous la férule du Président qui verrouille tout avec ses deux principaux compagnons de route et collaborateurs : son bras droit Alexis Kohler, 45 ans, secrétaire général de l'Élysée, et son bras gauche Ismaël Emelien, 30 ans, qui a le titre de conseiller spécial. Le grand commis cravaté au sang-froid et le stratège intello branché Uniqlo. Un duo d'éminences peu bavardes, qui n'aiment pas la lumière, mais qui ont plus de poids que bien des membres du gouvernement, et même que le Premier ministre Edouard Philippe. « Tout est concentré à l'Élysée, comme sous Sarkozy et comme souvent en début de mandat, mais l'équipe aux commandes est vraiment très serrée », constate Julien Vaulpré, ancien conseiller opinion de Nicolas Sarkozy et directeur général de Taddeo. « En réalité, le trio Macron-Kohler-Emelien dirige la France, commente un visiteur régulier du Château. C'est efficace pour avancer vite, dans un esprit de commando. Cependant, ils fonctionnent un peu entre eux, prenant le risque de paraître coupés du monde, autoritaires et trop technos. »

LE TRIO MACRON-KOHLER-EMELIEN DIRIGE D'UNE POIGNE DE FER



DENIS ALLARD/REA

Emmanuel Macron ne les a pas choisis par hasard. Fines lunettes et allure svelte, Alexis Kohler connaît les rouages de l'État, principalement du ministère de l'Économie. Strasbourgeois de naissance, issu d'une famille avec un père catholique et une mère juive, il cultive une discrète retenue et un certain sens de la diplomatie, même s'il peut lui arriver d'être cassant. « Il incarne plutôt un Bercy ouvert », note un de ses contacts, qui a apprécié sa courtoisie lorsqu'il officiait sur place. C'est d'abord, comme Emmanuel Macron, un surdoué qui a accumulé les diplômes : Sciences-Po, DEA de droit public, Essec et ENA. De quoi se constituer de solides réseaux. A Sciences-Po, il a milité au sein des jeunes rocardiens, aux côtés d'un certain Edouard Philippe et d'Emmanuel Moulin, actuellement directeur de cabinet de Bruno Le Maire à Bercy. Au sein de la promotion Averroès de l'ENA, il a connu notamment Fleur Pellerin et Audrey Azoulay, deux anciennes ministres de la Culture et François Hollande. Bien qu'il ne fasse pas partie de la caste des inspecteurs des Finances, Alexis Kohler a travaillé dans leur fief, au sein de la prestigieuse direction du Trésor, avant de s'occuper des questions d'endettement pour le Club de Paris et le Fonds monétaire international. « Cela l'a vacciné contre les



« Alexis rassure Emmanuel », confie un initié. Alexis Kohler au Congrès de Versailles le 3 juillet 2017. A droite, Sibeth Ndiaye, conseillère en communication du Président.

hausse d'impôts, les déficits et les dettes », note un de ses camarades du Trésor.

Archétype du haut fonctionnaire aux idées social-réformistes façon DSK, il s'est aussi frotté de 2010 à 2012 aux arcanes du monde des affaires au sein de l'Agence des participations de l'Etat, qui gère un portefeuille de 90 milliards d'euros, dont les deux tiers dans des entreprises cotées, comme EDF et Renault. Sur un dossier automobile, il a eu l'occasion de rencontrer un jeune banquier prometteur de chez Rothschild, nommé Emmanuel Macron, recroisé dans les coulisses de la campagne de François Hollande en 2012. Lorsque ce dernier est élu, Kohler devient directeur adjoint du cabinet de Pierre Moscovici, ministre de l'Economie. Il voit régulièrement Macron, qui suit les dossiers économiques à l'Élysée en tant que secrétaire général adjoint. Entre les deux hommes, l'alchimie fonctionne si bien qu'Emmanuel Macron le choisit comme directeur de cabinet quand il est nommé à Bercy en août 2014 pour remplacer Arnaud Montebourg. Suivent deux années de travail en duo synchronisé, sans frictions, pour faire adopter la loi Macron ou négocier avec PSA. « Alexis rassure Emmanuel. C'est son jumeau, son alter ego, son ami », confie un ancien conseiller du cabinet.

Quand le ministre de l'Economie décide, au printemps 2016, de lancer En Marche ! avec l'élection présidentielle en ligne de mire, Alexis Kohler fait partie du premier cercle des initiés, avec d'autres membres du cabinet comme Ismaël Emelien, Julien Denormandie, Quentin Lafay, Stéphane Séjourné, Clément Beaune, Sibeth Ndiaye, Barbara Frugier, tous membres de sa garde rapprochée aujourd'hui. Fin août 2016, Macron démissionne de Bercy en citant son principal collaborateur lors de son discours : « Merci à [...] Alexis Kohler, qui, depuis un peu plus de deux ans, avec un dévouement extrême et une intelligence que j'envie, m'accompagne. » Un compliment rare. « C'est la seule personne dont Macron dit qu'elle est plus intelligente que lui », confirme un de ses proches.

Actif au début de la campagne, Alexis Kohler part pantoufler dans le secteur privé comme directeur financier de MSC, le géant helvético-italien de transport maritime. « Il n'a fait chez nous qu'un passage rapide, sans histoires, de mi-novembre 2016 à mai 2017 », indique-t-on chez MSC. Mais, entre Genève et Paris, il continue de superviser, la nuit et les week-ends, l'organisation de l'équipe et l'élaboration du programme du

LA GARDE RAPPROCHÉE DE MACRON : BRIGITTE ET



ANNE DE BAYSER
L'EXPERTE

Secrétaire générale adjointe de l'Élysée, elle seconde Alexis Kohler, en se concentrant notamment sur les dossiers économiques et industriels. Une bûcheuse discrète, experte des questions de logement, d'aménagement et d'environnement. Cette ancienne élève de l'Edhec (Lille) a travaillé à la Mairie de Paris entre 2004 et 2017, aux côtés de Bertrand Delanoë, puis comme secrétaire générale adjointe de la Ville dirigée par Anne Hidalgo.



ALEXIS KOHLER
LE GÉNÉRAL EN CHEF

A 45 ans, le secrétaire général de l'Élysée voit tout passer et contrôle l'ensemble du dispositif de l'État. Cet énarque passé par l'Essec forme un tandem inséparable avec le Président, dont il fut le directeur de cabinet à Bercy.



EMMANUEL MACRON



PATRICK STRZODA
LE SÉCURITAIRE

Directeur de cabinet du Président, ce solide préfet de 65 ans, ancien directeur de cabinet de Bernard Cazenou à l'Intérieur puis à Matignon, supervise la gestion de la maison Élysée et les dossiers de sécurité, avec l'aide du nouveau coordonnateur du renseignement et patron du centre national du contre-terrorisme, le préfet Pierre de Bousquet de Florian, 63 ans.



PHILIPPE ÉTIENNE
LE DIPLOMATE

Conseiller diplomatique, ce pilier du Quai d'Orsay, 61 ans, fin connaisseur des arcanes européennes, au tempérament placide, prépare tous les dossiers internationaux et les voyages à l'étranger du Président. Il est notamment épaulé par son adjoint et sherpa, Aurélien Lechevallier, énarque de 39 ans, macronien de la première heure, et Clément Beaune, 36 ans, chargé de l'Europe et du G20, qui officiait avec Macron à Bercy et durant sa campagne.



BRIGITTE MACRON
LA PREMIÈRE DAME

Épouse du Président, elle est effacée, mais enchaîne les rendez-vous avec des personnalités culturelles, comme le cinéaste Régis Wargnier, l'écrivain Philippe Besson, le cuisinier Guy Savoy, ou des responsables politiques, comme Elisabeth Guigou et les secrétaires d'État Marlène Schiappa et Sophie Cluzel. Elle reste la principale confidente du Président, très influente notamment sur la com' et l'équipe.

← candidat. Avec des avis tranchants. Une hausse de la TVA est-elle envisagée ? Il préfère de loin la CSG. Promet-on une indemnité chômage aux démissionnaires ? « *Mesure coûteuse et pas centrale* », estime-t-il. Veut-on réduire le chômage ? « *L'essentiel est de savoir si les Français sont effectivement convaincus que mieux vaut des travailleurs pauvres que des chômeurs bien indemnisés* », écrit-il dans un e-mail daté du 29 novembre 2016 à Ismaël Emelien. Il recommande par ailleurs de faire un discours « *où on mettra l'investissement public et privé avec la réforme de la fiscalité du capital (cela fera un beau paquet gauche-droite)* ». Kohler fait de la politique ! Et quand les équipes élaborent un document pour vanter le bilan de Macron à Bercy, l'ancien « *dircab* » corrige : il faut, selon lui, ajouter la refonte de la filière nucléaire, l'effort sur les délais de paiement des entreprises, la défense de l'industrie fran-

çaise, la relance de l'investissement européen, entre autres. Meticuleux !

Ses échanges avec Emmanuel Macron sont alors quotidiens, sa proximité éprouvée. « *Le tandem est aussi efficace qu'inséparable* », constate Jean-Jacques Bridey, un des premiers élus socialistes ralliés, devenu le président de la commission de la Défense à l'Assemblée. La nomination d'Alexis Kohler comme secrétaire général de l'Élysée en mai 2017 est naturelle. Tout comme l'arrivée d'Ismaël Emelien comme conseiller spécial à ses côtés. Son itinéraire n'a rien de celui d'un haut fonctionnaire. Il est plutôt hors cadre. Amateur de musique, dévoreur de livres, travailleur compulsif. Capable de synthèses brillantes, d'idées décalées et de longs silences. « *Un cérébral taiseux, tendance libérale* », résume un de ses copains. Aîné d'une famille grenobloise, il a plongé dans

12 PERSONNES QUI COMPTENT



ISMAËL EMELIEN LE STRATÈGE

Formé à la com' à l'école Fouks chez Euro RSCG, ce jeune Sciences-Po de 30 ans est devenu le stratège du ministre de l'Économie, du lancement d'En Marche!, du candidat Macron et maintenant du Président, qu'il épaula comme conseiller spécial, autrement dit sa boîte à idées. Il assure aussi le lien avec le mouvement de La République en marche!



STÉPHANE SÉJOURNÉ L'HOMME DES ÉLUS

Son titre de conseiller politique recouvre tous les contacts avec les parlementaires, les élus territoriaux et les cadres locaux du mouvement du Président. Avec son équipe, il invite les députés et sénateurs LREM par groupes à l'Élysée pour des échanges informels avec le Président. A 32 ans, ce diplômé de droit, ancien membre du PS, était déjà le conseiller parlementaire de Macron à Bercy.



SIBETH NDIAYE LA COMMUNICANTE

Conseillère presse et communication, cette spécialiste de la com' politique de 37 ans a œuvré pour Claude Bartolone et Arnaud Montebourg avant de rallier Macron à Bercy, puis de s'occuper de sa com' de campagne et de le rejoindre à l'Élysée. Elle est chargée d'endiguer les requêtes des médias, avec Barbara Frugier, autre fidèle de Macron passée par Bercy, qui s'occupe de la presse internationale.



SYLVAIN FORT LA PLUME

Conseiller chargé des discours et de la « mémoire », ce normalien, docteur ès lettres et agrégé de français de 45 ans, qui a œuvré à la BNP Paribas et dans l'agence de com' DGM, s'occupe de rédiger les différentes versions des déclarations du Président. Ces derniers mois, il était épaulé par le « conseiller prospectif » Quentin Lafay, autre plume de 28 ans, auteur d'un roman sur les coulisses du pouvoir, qui vient de quitter l'Élysée pour écrire une série télé à Los Angeles.



BRUNO ROGER-PETIT LE PORTE-PAROLE

Arrivé début septembre pour renforcer l'équipe de communication, cet ancien journaliste et blogueur macroniste, âgé de 55 ans, doit délivrer la version officielle et décrypter les tendances pour les journalistes. Ses missions, comme l'interview sur TF1 du 14 octobre, sont un peu concurrentes de celles du tandem Ndiaye-Frugier. De quoi occuper cet amateur de sports.



BENJAMIN GRIVEAUX L'AMBITION PARISIENNE

Secrétaire d'État et possible porte-parole du gouvernement pour remplacer Castaner, ce Sciences-Po HEC de 39 ans, ex-élu socialiste de Saône-et-Loire, passé chez Unibail-Rodamco, est arrivé dans l'entourage de Macron fin 2015 via Ismaël Emelien qu'il a connu dans les réseaux DSK dix ans plus tôt. Élu député de Paris en juin, cet ambitieux vise sans doute la Mairie de Paris aux prochaines municipales.



JULIEN DENORMANDIE LE CHARGÉ DE MISSION

Cet ingénieur des Eaux et Forêts de 37 ans a fait un passage à la direction du Trésor et au cabinet de Pierre Moscovici, puis à celui de Macron à Bercy. Il devait créer une start-up avec ce dernier et Ismaël Emelien. La création d'En Marche! et la campagne l'ont mobilisé en remplacement. Ami du Président, il a été chargé de déminer le dossier du logement comme secrétaire d'État et il peut être chargé d'autres missions sensibles.



CHRISTOPHE CASTANER LE PILIER DU PARTI

Choisi par le « patron » pour présider La République en marche! et ses quelque 400 000 adhérents, cet ancien député socialiste de 51 ans devrait quitter ses fonctions de ministre et de porte-parole du gouvernement. A charge pour lui d'organiser un mouvement encore désordonné, en lien étroit avec Ismaël Emelien et Stéphane Séjourné.

la politique dès ses années d'étudiant à Sciences-Po. Il fait alors partie de ce que les ex-strauss-kahniens appellent « la bande de la rue de La Planche », le lieu où se réunissaient les jeunes partisans de DSK dès 2006, avec notamment Gilles Finchelstein, directeur de la Fondation Jean-Jaurès et spécialiste des études chez Euro RSCG. Période bénie. Finchelstein engage ensuite Emelien à ses côtés dans la boîte de com' dirigée par l'influent Stéphane Fouks, prêt à mettre sur orbite le présidentiable DSK. L'arrestation de ce dernier à New York le 14 mai 2011 douche les ambitions des fans de l'ancien ministre. « Ismaël ne s'y attendait pas du tout. Il l'a très mal vécu », confie un de ses amis. Il poursuit sa carrière chez Euro RSCG devenu Havas, en assurant la communication de grands groupes et d'hommes politiques, y compris quand il se rend à Caracas en 2013 pour participer aux prémices de la

campagne de Nicolás Maduro, successeur dictatorial de Chávez.

Il est toujours en quête d'un mentor en France. Emmanuel Macron comble ce vide à partir de 2012. Le secrétaire général adjoint de l'Élysée organise alors des dîners pour échanger des idées, auxquels participent Gilles Finchelstein et Ismaël Emelien, qui se dit impressionné par l'agilité intellectuelle de l'ex-banquier d'affaires. Avec Macron, ils rêvent début 2014 de créer une start-up, sans en avoir le temps. Devenu ministre de l'Économie durant l'été, Macron embarque le communicant dans ses bagages à Bercy. Celui-ci incite son ministre à « parler vrai » et à assumer sa loi libérale sur les professions réglementées. Ismaël Emelien s'impose comme stratège de la création d'En Marche! et comme une éminence grise de la campagne soft du candidat, « en même temps » de gauche et de droite. —>

→ Il suit le vainqueur rue du Faubourg-Saint-Honoré pour occuper un poste aux contours peu définis, qui l'apparente aux conseillers tels Aquilino Morelle pour François Hollande et Henri Guaino pour Nicolas Sarkozy. « *Ce sont pour lui des anti-modèles, car ils sont sortis de l'ombre* », nuance-t-on dans son entourage. Ismaël Emelien, lui, préfère rester discret, refusant tout contact avec les journalistes parce qu'un conseiller, à ses yeux, ne doit pas exister. Son influence sur le « Boss » n'en demeure pas moins bien réelle, tout comme celle du général en chef Alexis Kohler.

La répartition des rôles est claire. A Alexis, le rôle central du gestionnaire : dans un bureau proche de celui du Président, situé au premier étage de l'Élysée, il dirige la tour de contrôle du pouvoir, à l'instar d'un Dominique de Villepin sous Chirac, d'un Claude Guéant avec Sarkozy ou d'un Jean-Pierre Jouyet au début de Hollande. A Ismaël, le poste d'éclaireur, comme vigie du macronisme : installé sous les toits du Palais, il se charge de la réflexion stratégique, des études d'opinion et de la recherche d'idées neuves ou de formules chocs, comme le fameux « *Make our planet great again !* » lancé par Macron après la décision de Donald Trump de sortir de l'accord de Paris sur le climat.

La machine est huilée. Elle tourne à plein régime. De 8 h 30 le matin jusqu'à 3 heures le lendemain matin, les deux hommes et leurs « Mormons » sont sur le pont. Pour Ismaël Emelien : lectures des études d'opinion, demandes de notes à des consultants extérieurs, rendez-vous discrets avec les sondeurs, participation à toutes les réunions importantes au Château, plongée sur les plates-formes du mouvement de La République en marche (LREM), rédaction de synthèses politiques, échanges quotidiens avec le Président. « *Il est rare que celui-ci prenne une décision sans avoir consulté Ismaël* », dit-on dans l'équipe. Pour Kohler, les réunions s'enchaînent également sans arrêter : contacts multiquotidiens avec le directeur de cabinet du Premier ministre ; points « *stratégiques* » chaque semaine avec la garde rapprochée sur l'agenda du Président et sur le moyen terme ; organisation des rendez-vous du Président dont les rencontres hebdomadaire avec Jean-Yves Le Drian, Gérard Collomb, Bruno Le Maire et Florence Parly ; préparations des conseils de Défense et des Conseils des ministres ; réunion bimensuelle avec la cinquantaine de conseillers de l'Élysée. Sans oublier de multiples autres briefings thématiques et la relecture de centaines de notes provenant de tous les étages du Palais et d'ailleurs. « *Pas un document n'est transmis au Président sans être passé par Alexis* », précise-t-on à l'Élysée. Pour mener à bien toutes ces tâches, il s'appuie sur le préfet Patrick Strzoda, directeur de cabinet du Président, qui suit notamment les dossiers régaliens, et sur la secrétaire générale adjointe, Anne de Bayser : c'est elle, par exemple, qui a surveillé le dossier industriel des âpres négociations avec le

LE PRÉSIDENT IMPOSE UN TEMPO INFERNAL À SES ÉQUIPES



De gauche à droite. Ismaël Emelien, Christophe Castaner et Muriel Pénicaud : une gestion serrée du gouvernement.

groupe MSC, ancien employeur de Kohler, pour le tour de table des chantiers navals STX.

Le tempo du Président est infernal. Après avoir dîné avec son épouse, Brigitte, toujours très présente, il recommence à travailler entre 23 heures et 3 heures du matin avec ses lieutenants et ne dort que trois ou quatre heures par nuit. Le rythme est d'ailleurs si soutenu qu'Alexis Kohler, marié à une coach passionnée de théâtre et père de trois enfants, peine à suivre. « *Quand je pars à 3 heures du matin, je suis fatigué le lendemain* », a confié ce gros dormeur à son entourage. Signe d'un léger surmenage : selon des sources concordantes, le secrétaire général, pourtant réputé infatigable à Bercy, aurait déjà subi plusieurs coups de pompe depuis son arrivée à l'Élysée.

Mais cela ne l'empêche pas, avec Ismaël Emelien, de mettre en œuvre de manière implacable l'*imperium* voulu par le Président. « *Ils tiennent l'Etat, mais ce sont des monstres froids, aux méthodes brutales* », murmure un leader de la majorité. Le flingage de certains grands pontes socialistes ou LR aux élections législatives et le sauvetage de Manuel Valls ont été organisés méthodiquement par le trio Macron-Kohler-Emelien, tout comme le départ du gouvernement de Richard Ferrand, François Bayrou, Marielle de Sarnez et Sylvie Goulard avant l'été. Dernières de leurs missions : le parachutage de Christophe Castaner à la tête du mouvement présidentiel LREM et le remaniement du gouvernement qui en découle.

Un seul mot d'ordre mobilise les hommes du Président qui peuvent paraître aussi glaçants que les spins doctors de la série *The West Wing* : mener les premières réformes tambour battant et dérouler le programme, quoi qu'il en coûte. La faible mobilisation contre les ordonnances sur le droit du travail semble avoir rassuré l'exécutif sur la procédure employée. « *Ils appliquent ce qui était prévu. C'est la bonne méthode et Edouard Philippe joue la carte du dialogue* », estime Franck Riester, président du groupe Les Constructifs à l'Assemblée. « *Ils sont ouverts à l'échange, ils peuvent rectifier le tir, mais ils n'ont qu'une ligne, celle de la fidélité au programme et de l'efficacité* », ajoute un consultant qui les voit régulièrement. →



STÉPHANE DE SAKUTIN/SP/SIPA

Conseil de Défense : à droite du Président, Alexis Kohler ; à sa gauche, l'amiral Bernard Rogel, le chef d'état-major particulier.

→ Tant pis si l'image de « *Président des riches* » reste accolée aux basques du nouvel élu, ou si les critiques sur le manque de proximité et une certaine arrogance commencent à poindre dans l'opinion. « *Il impressionne plus qu'il n'est aimé* », admet un de ses fans. « *Quand il mouille la chemise sur le terrain à Saint-Martin, il marque des points. Mais quand il laisse les inspecteurs des Finances gérer les affaires, la froideur reprend le dessus* », ajoute un expert en communication qui l'observe de près. « *Il fallait d'abord que le Président réincarne la fonction, plaide-t-on à l'Élysée. Et maintenant, l'important, c'est de tenir le cap, de mettre en pratique le programme annoncé, par souci de cohérence.* »

Emmanuel Macron a gardé en effet un souvenir éprouvant des attermoissements de François Hollande, qui le hantent toujours. « *Un contre-exemple* », répète-t-il à ses troupes. « *Il a tellement peur d'être comparé à son prédécesseur qu'il surjoue la détermination absolue. Son vrai modèle, c'est de Gaulle !* », estime un pilier du groupe LREM à l'Assemblée. Aux yeux du trio de l'Élysée, les maladresses – notamment le coup de rabet budgétaire de l'été et la baisse brutale des APL, tout droit sortis des placards de Bercy avec l'aval de Macron et Kohler – ne seraient que des épiphénomènes. La distance prise avec les journalistes, au début du mandat, fait aussi partie des décisions assumées du trio, afin, dit-on, de « *protéger la décision politique* ». Tout comme le virage de l'automne : avec l'appui discret de Brigitte Macron, ils ont organisé l'arrivée début septembre d'un nouveau porte-parole, le journaliste Bruno Roger-Petit, qui a orchestré l'interview sur TF1 du 15 octobre. Ismaël Emelien a fourni de nombreuses notes pour préparer cette prestation, jugée réussie par le « *Boss* ».

Ne voulant rien laisser au hasard, le trio supervise tout jus-

qu'au moindre détail, mettant la pression sur le gouvernement, régulièrement recadré. La plupart des comptes rendus des réunions interministérielles qui se tiennent sous l'autorité du Premier ministre, appelés les « *bleus de Matignon* » à cause de la couleur du papier utilisé, sont désormais relus et annotés à l'Élysée. Les feuilles de route de chaque ministre ont été validées par le Président, qui leur impose des délais très courts pour engager les réformes, en sachant, la plupart du temps, qu'ils sont intenable. Dernier exemple en date : la simplification de la procédure pénale, annoncée pour le printemps 2018. Le calendrier est difficile à tenir vu le casse-tête et la foire d'empoigne qui s'annoncent entre le ministère de l'Intérieur et la chancellerie sur le sujet.

Autre détail révélateur : Macron demande souvent aux ministres de venir à des réunions à l'Élysée sans collaborateurs, ni même de notes écrites. « *Rien n'angoisse plus le Président qu'un ministre qui lit ses fiches. Il faut qu'ils aient préparé leurs dossiers* », confie un initié. Une façon, cruelle disent certains, de les éprouver face à lui et Alexis Kohler, après avoir déjà limité à dix le nombre de leurs collaborateurs. De plus, ayant choisi lui-même la plupart des directeurs de cabinet des ministres, Alexis Kohler a innové en les convoquant chaque mois au Palais pour une « *réunion d'impulsion* ».

Par ailleurs, tous les directeurs d'administration centrale défilent à l'Élysée pour des entretiens d'objectifs, souvent en présence du secrétaire général. Des directives sont également données aux commissions parlementaires, dont les élus de la majorité sont longuement reçus à tour de rôle chaque lundi soir rue du Faubourg-Saint-Honoré, par l'intermédiaire du conseiller Stéphane Séjourné. « *C'est une occasion d'échanger avec le Président sur nos objectifs* », se félicite le fidèle Jean-Jacques Bridey. Dernier signe de cette emprise élyséenne : les détails du projet de budget 2018 ont été arbitrés par l'équipe Macron, en court-circuitant parfois Bercy et Matignon, dans un sens souvent plus libéral qu'Edouard Philippe, Bruno Le Maire, Gérard Darmanin ne s'y attendaient. « *L'Élysée a piloté le dossier et le Premier ministre n'a pu qu'ajuster à la marge, notamment pour déminer le dossier des APL* », regrette un parlementaire de la majorité, qui se plaint du mur de conseillers entourant désormais le Président, devenu moins facilement accessible. Depuis leur forteresse élyséenne, Emmanuel Macron et ses « *Mormons* » gèrent la France rênes courtes.

LE MOT D'ORDRE : DÉROULER LE PROGRAMME COÛTE QUE COÛTE



« Edouard Philippe est à l'aise dans la conception d'Emmanuel Macron du rôle du Premier ministre. « Je ne le vois pas faire un truc à la Chirac pour devenir le chef de la droite modérée », estime un élu.

VINCENT ISORE/IPS PRESS/MANPPP

ÉDOUARD PHILIPPE CHERCHE SA PLACE

Exclu des LR mais ne souhaitant pas adhérer, « pour le moment » à la République en marche, le Premier ministre se sent « à l'aise avec cette majorité ». Il reçoit régulièrement les élus à Matignon et, « quand il le peut », va voir les militants lors de ses déplacements en province.

PAR CARL MEEUS

Je n'ai jamais vu d'ambition présidentielle chez Edouard Philippe. » Cet ami du Premier ministre détient peut-être la clé de compréhension d'une situation originale qui voit le locataire de Matignon ne s'appuyer politiquement sur aucune troupe pour tenter d'exister face au président de la République. Pour ce proche, il faut se mettre à la place d'Edouard Philippe : « Même dans ses rêves les plus fous, il n'imaginait pas être Premier ministre. Si Alain Juppé avait gagné la primaire puis la présidentielle, il aurait été tout au plus ministre. Avec François Fillon à l'Elysée, c'était les mines de sel. » Dit autrement, on comprend que l'ancien maire du Havre soit heureux dans son job et compte en profiter sans se projeter tout de suite dans une autre fonction.

Au fond, le système politique français retrouve, avec Edouard Philippe à Matignon, une configuration qu'il n'a pas connue depuis longtemps. Avoir en ce lieu un locataire qui ne pense pas tous les jours en se rasant à l'étape suivante de sa carrière : entrer à l'Elysée. Manuel Valls, François Fillon, Lionel Jospin, Edouard Balladur, Jacques Chirac, autant de Premiers ministres qui ne cachaient pas leur ambition présidentielle. Edouard Philippe est davantage dans la lignée des Michel Debré

ou Raymond Barre. Nommé en 1976, ce dernier, professeur d'économie, n'appartenait d'ailleurs à aucun parti à son arrivée Rue de Varenne. A Matignon, on préfère évoquer le duo de Gaulle-Debré. « Il ne doit jamais oublier les circonstances de sa nomination, explique l'un de ses conseillers. Il est là par la décision d'un homme. Le pacte Président-Premier ministre doit être indissoluble le plus longtemps possible. Je n'ai pas de souci à dire que c'est son subordonné. »

La philosophie d'Edouard Philippe est donc totalement antinomique de celle d'un Jacques Chirac disant à Valéry Giscard d'Estaing, qui s'appête à le nommer en 1974 : « Avez-vous songé qu'un jour vous pourriez regretter cette décision ? » « Il est à l'aise avec la conception d'Emmanuel Macron du rôle du Premier ministre, estime un élu. Je ne le vois pas faire un truc à la Chirac pour devenir le chef de la droite modérée. » Claquer la porte de Matignon ou chercher à construire une force politique sur laquelle s'appuyer pour exister politiquement ne serait pas dans la tête du Premier ministre. Dans cette logique, Edouard Philippe ne pousse donc pas à la constitution d'un parti des Constructifs, ces élus ←→

—> Républicains qui ont créé leur groupe à l'Assemblée nationale avec les centristes de l'UDI. « *Edouard Philippe n'est pas l'animateur des Constructifs, plaide l'un de ses conseillers, même si le chef du gouvernement discute beaucoup avec Thierry Solère, le questeur de l'Assemblée. C'est aux Constructifs de clarifier leur situation et de passer dans la majorité.* »

Un Premier ministre qui se retrouve dans une situation inédite, qu'il assume : « *Tout ce qui est fait est sans précédents sous la V^e.* » Ses amis sont membres d'un groupe à l'Assemblée qui se dit officiellement dans l'opposition ! Lui est le chef d'une majorité dont il ne connaissait pas les membres quand il a pris ses fonctions. Il dirige un gouvernement dont la plupart des ministres doivent leur nomination à Emmanuel Macron davantage qu'à lui. Les principales décisions sont prises à l'Élysée (lire page 46). Et pourtant, ça fonctionne. Du moins si l'on en croit les témoignages de ceux qui travaillent avec lui. « *Les députés ne voient jamais Macron, décrypte Thierry Solère, élu des Constructifs. Du coup, Edouard Philippe est perçu comme la continuité du Président, le metteur en scène de sa politique. Et il est très soutenu par eux.* » D'ailleurs, Edouard Philippe reçoit les élus à Matignon. Et, « *dès qu'il le peut* », il rencontre les militants LREM ou MoDem lors de ses déplacements en province. « *C'est un excellent chef d'équipe, estime une ministre. Il aime ce qu'il fait. Il est attentionné, toujours à l'écoute et tient compte de ce qu'on dit.* » « *Il a imposé un style qu'on n'a pas vu dans cette fonction, ajoute un élu MoDem. Un mélange d'autorité, de calme, de pédagogie et de respect des gens.* » Des qualités vantées par Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de Nicolas Hulot : « *C'est un excellent chef d'orchestre. Il n'a jamais besoin de dire "le chef, c'est moi".* »

Edouard Philippe a d'ailleurs la chance de se retrouver dans une configuration relativement inédite, décrite par un de ses proches : « *Aucun membre du gouvernement n'a d'agenda personnel. Aucun ne se dit "je vais me présenter en 2022" !* » Une caractéristique apaisante qui change tout pour le chef du gouvernement. Il suffit de demander à Jean-Pierre Raffarin ou à Jean-Marc Ayrault l'énergie dépensée à tenter de contenir les ambitions de Nicolas Sarkozy et de Manuel Valls ! Autre facteur d'apaisement : « *Les ministres techniques ne lorgnent pas sur le portefeuille du voisin.* » A Matignon, on sait qu'Edouard Philippe sera jugé sur trois critères : sa capacité à mettre en œuvre le projet du Président, à animer la majorité et l'équipe gouvernementale. C'est la raison pour laquelle il ne met rien en place pour tenter d'exister en dehors de ces critères. Et qu'il peut dire encore aujourd'hui ce qu'il expliquait en septembre

**"JE ME SENS
TRÈS À L'AISE
AVEC CETTE
MAJORITÉ"**



Moment de complicité visible et affichée entre Edouard Philippe et Alain Juppé quand les deux hommes se sont vus à Bordeaux, il y a quelques semaines.

dernier : « *Je me sens très à l'aise avec cette majorité. Il y a une relation de confiance et d'exigence avec le groupe LREM. Et la relation avec le président de la République est d'une immense fluidité. Nous avons une lecture commune et nominale des institutions de la V^e. Il est la clé de voûte, j'arbitre et je mets en œuvre les décisions.* »

Edouard Philippe a retenu les leçons de Jacques Pilhan, qui conseillait à Michel Rocard, Premier ministre de François Mitterrand d'être « *le génie des carpettes* » et de ne dire que du bien du Président. Ce faisant, il oublie une des missions confiées par Emmanuel Macron : faire exploser Les Républicains, comme lui a su le faire avec le PS à la présidentielle. Mais, là où le PS a totalement explosé, Les Républicains ont su résister en revenant avec une centaine de députés à l'Assemblée en juin et en conservant la présidence du Sénat en septembre. Les prises de guerre Edouard Philippe, Bruno Le Maire et Gérard Darmanin, ont considérablement affaibli la droite, mais sans la diviser suffisamment. Ce sera peut-être la prochaine étape si, comme il l'a laissé entendre dimanche dernier, Alain Juppé, dont Edouard Philippe est resté proche, continue de prôner la constitution d'un « *grand mouvement central* » pour les élections européennes. Une clarification qui achèverait la recomposition politique et renforcerait le Premier ministre, qui ferait figure de précurseur, même si Laurent Wauquiez n'y voit qu'une suite logique : « *J'ai toujours considéré qu'Edouard Philippe était de gauche. Il a toujours essayé d'emmener Alain Juppé sur ce terrain.* »

■ C. M.